

« Changer d'échelle est bienvenu », estime Jean Pisani-Ferry

L'architecte du projet économique du candidat Macron applaudit la réaction face à la crise du Covid. Mais il juge sévèrement certaines réformes. Rencontre.

Il l'avait averti, le gouvernement a bien réagi. L'été dernier, l'économiste Jean Pisani-Ferry avait mis en garde sur l'insuffisance du plan d'urgence face à la récession, dans une note assez alarmiste pour le Peterson Institute, coécrite avec ses acolytes Olivier Blanchard et Thomas Philippon, qui annonçait une vague de faillites. Aujourd'hui, face au choc du reconfinement, il juge la réaction des pouvoirs publics appropriée, avec une rallonge de 20 milliards d'euros : « *Le changement d'échelle est bienvenu, l'aide aux entreprises du fonds de solidarité pouvant aller jusqu'à 10 000 euros. L'Etat socialise en partie la perte de chiffre d'affaires. C'est absolument nécessaire.* »

Jugeant le discours d'Emmanuel Macron du 28 octobre « *très factuel* », bien moins grandiloquent que les précédents, il est rassuré par le renforcement du « *quoi qu'il en coûte* ». Tout en relevant des insuffisances vis-à-vis des plus pauvres : « *Les salariés en intérim, en CDD et les indépendants ont subi un choc violent. Il va falloir en faire plus pour eux.* » Et en pointant la bombe à retardement des entreprises surendettées : « *L'Etat a inondé de liquidités par les prêts garantis. Il le fallait. Malgré la faiblesse des taux, beaucoup d'entreprises risquent de se retrouver insolubles, si on n'allège pas ce fardeau de la dette.* »

Une vigie. Après avoir été l'architecte du projet du candidat Macron, en coordonnant son volet économique, Jean Pisani-Ferry, 69 ans, est

retourné à ses activités universitaires à Paris (Sciences-Po), à Bruxelles, dans le think tank Bruegel, à Florence, au sein de l'Institut universitaire européen, et à Washington, où il collabore au Peterson Institute. De là, il produit des notes en rafale, n'hésitant pas à critiquer le pouvoir macroniste. Sans amertume, dit-il, même s'il n'a pas obtenu le poste stratégique qu'il souhaitait dans l'équipe gouvernementale.

« Plus que le Plan Marshall »

Son œil critique d'observateur, il l'exerce surtout pour décrypter le sujet qu'il connaît le mieux : l'Europe. Une expertise acquise à la tête de Bruegel, l'un des meilleurs centres de recherche sur l'économie européenne, pendant huit ans. Toujours sobre et mesuré dans ses propos, il salue le plan de relance de 750 milliards arraché par le duo Macron-Merkel. « *C'est un plan historique, notamment pour les pays les plus fragiles. Il représente un transfert net de 5 % du PIB pour le Portugal, 8 % pour la Grèce et 10 % pour la Bulgarie, par exemple. C'est deux à quatre fois plus que le Plan Marshall.* »

N'empêche, Pisani-Ferry est inquiet. Il craint le retour des vieux démons européens, une conviction forgée par ses multiples contacts à Bruxelles. Certains eurocrates, poussés par les pays « frugaux » d'Europe du Nord, voudraient un contrôle strict des dizaines de milliards d'aides, en ressuscitant une sorte de Troïka (Fonds monétaire international, Banque centrale euro-

Making of

La rencontre a eu lieu le 29 octobre dans les bureaux de Challenges, au lendemain du discours d'Emmanuel Macron annonçant le reconfinement. Toujours calme et mesuré, l'économiste a répondu longuement à nos questions, avant de se remettre à l'ouvrage sur ses notes et chroniques, qu'il publie à un rythme effréné.



Bruno Levy pour Challenges

péenne, Commission), qui avait traumatisé les pays surendettés lors de la crise de la dette en 2010. « *Il faut abandonner cette approche qui ne correspond pas du tout à la situation* », prévient-il. Surtout, il redoute le retour des rigoristes. Dans un livre sur les grandes erreurs économiques (*A qui la faute ?*, avec Selma Mahfouz, Fayard, 2016), il a avait pilonné la « faute » de l'Europe, notamment de l'Allemagne, d'avoir serré la vis budgétaire trop rapidement après la crise de 2008. Ce qui avait fait replonger le continent dans la récession.

Avec la crise du Covid, ces mauvais réflexes pourraient ressurgir. « *Les dirigeants européens ont suspendu le pacte de stabilité, convaincus qu'il fallait agir massivement face au choc de la crise. Certains voudraient cependant un retour des règles budgétaires dès 2022, ce qui serait tout à fait prématuré. Il faut empêcher les rigoristes de faire la même erreur qu'il y a dix ans.* » Pourtant, sur ce sujet, le professeur

PROSPECTIVE COM'

*Ils anticipent aujourd'hui
la communication de demain*



Laurence Bordry, VP Innovation
Lab Marketing d'Accor et
Présidente du Club des Annonceurs

Pour Laurence Bordry, les marques vont devoir continuer les transformations numériques et culturelles amorcées au même rythme que celui initié par le confinement : vitesse grand V.

L'arbitrage entre les objectifs court-termistes et les enjeux à long terme promet de ne pas être simple pour les dirigeants de marque. Pour elle, élue à la Présidence du Club des Annonceurs en novembre 2019, deux chantiers s'imposent, en particulier dans les grands groupes : revoir l'organisation du travail tout en menant des politiques d'innovation inspirées d'autres industries, voire d'autres écosystèmes.

« Nous devons lever le nez de nos dossiers, nous rapprocher d'autres industries, analyser d'autres façons de faire, de vivre. Il faut s'intéresser à la métaculture et à la façon dont une graine grandit : même quand cela paraît très éloigné de nos métiers, les similitudes sont pourtant nombreuses. S'ouvrir à de nouveaux sujets permet de porter un regard neuf sur les siens. »



Retrouvez l'intégralité
de l'interview partenaire
dans Prospective com'
sur Challenges.fr

Scannez-moi



Pisani-Ferry est un adepte du « en même temps », à la fois contre les rigoristes et les laxistes. Dans ses chroniques, cet ancien conseiller de Dominique Strauss-Kahn à Bercy dénonce la « mystification » de l'annulation de la dette des Etats portée par la BCE, réclamée par Jean-Luc Mélenchon ou Alain Minc, qui serait très coûteuse d'après lui, notamment pour les épargnants.

Échec sur la réforme de l'Etat

A l'approche de la présidentielle de 2022, ce passeur d'idées, qui a aussi alimenté les programmes de Lionel Jospin et de François Hollande, ne souhaite pas reprendre du service en politique. Trop dur. Pas envie de faire des nuits de quatre heures, confie-t-il. D'autant qu'il porte un regard sévère sur la mise en œuvre du projet macroniste. La première tâche qui lui a été confiée, en 2017, de piloter un grand plan d'investissement de 50 milliards, a été assez décevante. De grands projets – comme la rénovation ther-

mique – n'ont pas vu toute la couleur des crédits promis. « *Je regrette que l'on n'ait pas réussi, à l'époque, à sortir ces investissements de la norme de dépense.* » Rien à voir avec la frénésie d'aujourd'hui.

Surtout, Emmanuel Macron a échoué dans des domaines pourtant bien identifiés dans son programme, en particulier la réforme de l'Etat. « *Il ne s'est rien passé. Le projet CAP 22, qui devait transformer le service public, n'a débouché sur rien* », déplore-t-il. Et la crise sanitaire a agi comme un révélateur des défaillances de la sphère publique.

« *Elle a parfois répondu admirablement, par exemple les soignants à l'hôpital, parfois de façon médiocre, comme la technocratie sanitaire.* »

Idem dans l'Education, où beaucoup de profs ont bien réagi au confinement, contrairement à leur administration, trop bureaucratique. Pour cet intellectuel social-libéral, l'échec d'Emmanuel Macron dans ce domaine restera un point noir du quinquennat. **Thierry Fabre**